

La réussite de notre transition énergétique impose de restaurer notre souveraineté électrique

RTE vient de présenter sa traditionnelle étude de passage de l'hiver. Et son angoisse quant aux risques de pénurie d'électricité en cas de grand froid apparaissait clairement. Comment la France a-t-elle pu en arriver là ? Bien sûr, la crise gazière exacerbée par la guerre en Ukraine a une part de responsabilité. Mais la France produit peu d'électricité avec du gaz et son approvisionnement gazier ne présente a priori pas d'inquiétude majeure.

Les promoteurs des ENR accuseront le retard de la France dans le développement de ces filières. Mais les volumes en jeu (quelques GW) et le caractère variable de cette production n'explique pas du tout le risque de déficit abyssal de puissance présenté par RTE (15 GW). Les promoteurs du nucléaire insisteront eux sur les errements des précédents gouvernements à soutenir la filière. La fermeture de Fessenheim restera bien sûr le symbole de cette erreur stratégique, mais la puissance concernée (1,8 GW) est elle aussi très faible au regard des enjeux.

La faible disponibilité attendue du parc nucléaire, du fait notamment de la corrosion sous contrainte détectée fin 2021, représente, elle, un déficit de marge plus conséquent. Mais tous ces éléments défavorables sont bien connus des prévisionnistes : nous aurions donc dû pouvoir y faire face. D'autant plus que, s'agissant du défaut générique sur le parc nucléaire, l'ASN n'a pas manqué de rappeler régulièrement ce risque spécifique.

Ces éléments combinés ne sont en fait qu'un puissant révélateur de notre manquement en matière de sécurité d'approvisionnement, dont l'origine vient en réalité du choix de RTE en 2011 de changer notre stratégie en la matière. Jusqu'alors, dans la lignée de la politique Gaullienne d'indépendance énergétique, notre parc de production était dimensionné pour répondre à ce niveau d'aléas défavorables sans tenir compte du potentiel secours de nos voisins.

Constatant que des imports moins coûteux se substituaient à nos propres réserves de production lors d'hivers précédents, RTE a estimé en 2011 que les bénéfices du marché européen justifiaient l'abandon de nos marges au profit d'une prise en compte de l'apport potentiel des interconnexions dans notre critère de sécurité d'approvisionnement. Cette modification a alors permis de cautionner la fermeture de 12 GW de moyens de production pilotable (essentiellement au fioul et au charbon). Ce n'est pourtant qu'en 2015 que la modification du décret déterminant ce critère a été entérinée.

L'étude de RTE pour cet hiver montre que nous sommes devenus totalement dépendants de nos voisins pour notre sécurité d'approvisionnement, et notamment des Allemands. Nous moquons ces derniers de s'être rendu dépendants des Russes pour leur souveraineté gazière, mais nous avons fait pareil vis-à-vis d'eux pour notre souveraineté électrique. Et ce alors qu'ils produisent une partie significative de leur électricité avec du gaz ! Ainsi, c'est le manque de gaz, en Europe, qui pourrait bien déclencher des pénuries électriques en France. Car rien ne garantit que nos voisins ne pourront ni ne voudront nous aider. Comment espérer que les Allemands sacrifient leur industrie gazo-intensive pour alimenter des centrales électriques au gaz exportant vers la France ?

Cette décision d'abandonner nos réserves de production pilotable rappelle curieusement celle de réduire drastiquement nos stocks de masque de protection contre les pandémies. Même période : début des années 2010, même objectif : faire des économies, même justification : « on en trouvera bien à l'étranger si besoin »...

Faute d'un accord sur une vraie, mais utopique, Europe de l'Énergie, il faut reconsidérer ce critère. Car les études de RTE pour 2050, qui servent de base à la stratégie d'électrification massive de notre système énergétique portée par le Président de la République, sont basées sur cet espoir de secours venant de l'étranger à la pointe. Et ce n'est plus 15 GW dont il est question, mais 34 ! Nos craintes pour passer l'hiver montrent qu'il faudra retrouver notre souveraineté électrique pour confier sereinement notre industrie et nos modes de vie (chauffage, mobilité...) à la fée électricité.